

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Lausanne, le 20 avril 2016

### Coopération: Vaud toujours plus solidaire

**A l'heure où le Conseil national entend réduire massivement les dépenses de la coopération au développement, l'Etat de Vaud et les communes vaudoises se montrent, année après année, plus sensibles aux démunis du monde. En 2015, le soutien des collectivités publiques à des projets au Sud flirte avec les 3,5 millions de francs. Ces financements ont permis de réaliser 66 projets portés par des associations membres de la FEDEVACO. Celles-ci tiennent leur assemblée générale mercredi à Lausanne.**

Malgré les incertitudes qui planent sur les finances publiques, les contributions 2015 cumulées des communes vaudoises, de l'Etat de Vaud et de la Confédération sont en légère augmentation à 3'353'625.86 francs (+5% par rapport à l'exercice précédent), selon les chiffres publiés mercredi par la Fédération vaudoise de coopération. Ses associations membres en bénéficient directement: 55 projets de développement dans 31 pays du Sud et de l'Est ainsi que 11 projets d'information et de sensibilisation de la population en Suisse ont pu voir le jour. «La maison FEDEVACO repose sur des bases solides par l'action conjuguée de l'Etat de Vaud et des communes vaudoises, appuyées par la Confédération», se réjouit **Emmanuelle Robert**, secrétaire générale de la FEDEVACO. «Mais ce n'est pas au canton ou aux communes de subir un énième report de charges concernant la solidarité internationale. La Confédération doit assumer ses engagements, et non couper dans l'aide aux plus démunis», avertit-elle.

### Campagne contre les coupes dans la coopération au développement

Les Chambres fédérales ont pourtant décidé, en hiver 2015, de couper drastiquement dans la coopération au développement. Et ce n'est pas fini, comme semble l'indiquer la récente proposition de la Commission des finances du Conseil national de réduire l'aide publique au développement à 0,4% du revenu national brut. «Tout simplement incompréhensible» pour **Pierre Zwahlen**, président de la faïtière vaudoise des ONG de développement. «On ne peut pas, d'une part, s'engager à éliminer la pauvreté, réduire les inégalités ou préserver les ressources naturelles et, d'autre part, couper près de 700 millions par an dans l'aide au développement», s'indigne-t-il. «Ces mesures d'austérité sont clairement incompatibles avec l'Agenda 2030 pour le développement durable, adopté par la Suisse et les autres pays à l'échelle mondiale», souligne-t-il. «C'est pourquoi la FEDEVACO et ses membres se mobilisent pour exhorter le Parlement à ne pas faire des économies sur le dos des plus pauvres.» A ce jour, plus de 25'000 personnes ont signé l'«Appel contre la faim et la pauvreté».

### Changement à la tête du secrétariat de la fédération

Après 6 ans au service de la FEDEVACO, sa secrétaire générale Emmanuelle Robert a choisi de relever de nouveaux défis professionnels. Sous sa conduite, la fédération a principalement renforcé sa collaboration avec le canton, passant de deux à cinq départements partenaires. Pour sa dernière assemblée générale, elle a été chaleureusement applaudie par les représentants des associations. Le poste de secrétaire général fait actuellement l'objet d'une mise au concours. Dans l'intervalle, c'est Alexandre Cavin qui assure la fonction de secrétaire général ad interim.

Vous pouvez télécharger le rapport annuel 2015 de la FEDEVACO sur [www.fedevaco.ch](http://www.fedevaco.ch)

Organisation faïtière regroupant 45 ONG actives dans la coopération au développement, la FEDEVACO mobilise des fonds publics depuis plus de 25 ans pour faire vivre des projets liés à l'eau, à l'éducation, aux droits humains ou à la santé dans les pays du Sud et de l'Est. Elle représente ses associations membres auprès de la Confédération, du Canton de Vaud et des Communes vaudoises. [www.fedevaco.ch](http://www.fedevaco.ch)

### Pour de plus amples informations, nous vous remercions de vous adresser à:

Pierre Zwahlen, président, tél. 079 615 44 33

Emmanuelle Robert, secrétaire générale sortante, tél. 021 601 21 12 ou 078 625 94 69

Alexandre Cavin, secrétaire général ad interim, tél. 021 601 21 12 ou 077 411 58 90